

AU SOIR D'ALGÉRIE

état des lieux

(2^e partie)

Cela mérite un débat public pour dégager un consensus national car il s'agit de l'usage des richesses nationales. Un débat que les pouvoirs publics en Algérie sont loin de vouloir favoriser. Les Etats-Unis d'Amérique se sont très tôt intéressés au secteur de l'aéronautique en Algérie, notamment le transport militaire à la faveur d'accords gouvernementaux signés entre les deux pays dans les années 1980. L'aviation militaire algérienne a cessé, en cette circonstance, d'être un client captif de la Russie en optant pour l'achat d'avions de transport de type Hercule, toujours en activité. Sur le plan civil, Boeing présent sur le marché algérien depuis 1970, avec le remplacement des caravelles françaises par des Boeing 737-100 et 737-200, a, depuis lors, supplanté Airbus pour la vente à Air Algérie d'avions moyens porteurs d'une capacité de 150 places. 35 appareils restent à acquérir par leasing pour un montant de 20 milliards de dollars sur quinze ans. Boeing est vivement intéressé par ce marché. Dans tous les cas de figure, 75% de la flotte civile algérienne provient, actuellement, de Boeing. Ce rapport continuera, selon toute probabilité, à structurer les acquisitions à venir de la compagnie nationale Air Algérie.

Dans le domaine des télécommunications, la coopération avec les Etats-Unis d'Amérique est limitée. FCC, un organisme américain spécialisé, a, certes, été sollicité pour une assistance en matière d'étude du cadre de la régulation des télécommunications, sans lendemain. UPS et FEDEX, entreprises spécialisées dans le courrier postal, sont présentes en Algérie mais, loin derrière l'Allemand DHL. Signalons que les Etats-Unis d'Amérique étaient présents, auparavant, dans le secteur en Algérie. Vers le milieu des années 1970, sous le règne du président Houari Boumediène, COMSAT, organisme américain disposant du monopole dans le domaine, avait été chargé de l'étude et de la mise en place d'un réseau de liaisons satellitaires au Sahara. Cette présence illustre, s'il le fallait, le pragmatisme américain qui, en toute circonstance, prend le pas sur la motivation idéologique. L'on peut s'étonner, cependant, que les Etats-Unis d'Amérique ne soient pas intéressés par un marché aussi important que celui des télécommunications en Algérie. Dans le domaine de la technologie GSM, les Américains ont été surpassés par les Européens et il aurait été fastidieux pour eux de consentir un investissement coûteux pour renverser la tendance. Cela, pour l'aspect commercial. Sur le plan sécuritaire, les Etats-Unis d'Amérique disposent de moyens techniques qui leur permettent de contrôler toutes les communications téléphoniques à travers le monde. Pour le Maghreb, c'est une base installée aux Cornouailles en Grande-Bretagne qui est en charge de cette tâche.

Qu'en est-il des autres secteurs économiques ?

Prenons le cas du secteur des assurances où la présence américaine est insignifiante. American In Group (AIG) avait prospecté le marché algérien, puis renoncé. GAM assurances a été cédée par la Ciar, compagnie algérienne privée, à MP America, un centre de placement américain qui était déjà présent en Algérie. Les Etats-Unis d'Amérique sont fortement présents, par contre, sur le marché de la réassurance — autrement plus rémunérateur — auprès de grands groupes algériens, notamment Sonatrach — à travers les sociétés Remark, EON et AI. Vous le voyez bien, en matière de coopération économique, nous sommes loin, au total, du niveau stratégique. Mais les Etats-Unis d'Amérique qui



Belaid Abdesslam.

misent sur le temps ne semblent pas pressés. L'ambassadeur américain David Pearce alors qu'il quittait, en juin 2012, son poste à Alger, a pu noter «que 80 sociétés américaines étaient implantées en Algérie en 2012 alors que leur nombre était seulement de 35 en 1995». M. David Pearce n'en faisait pas, pour autant, un titre de gloire puisqu'il ajoutait : «Il y a de la bureaucratie, les choses ne sont pas faciles. Mais, nous persévérons.» Il paraît inutile, enfin, de s'attarder sur la présence indirecte, somme toute marginale, des Etats-Unis d'Amérique dans le domaine de l'automobile — Chevrolet et Ford —, de l'agroalimentaire — Coca-Cola, Pepsi-Cola — et du tourisme — Hilton, Sheraton et Mariot —.

Vous avez omis d'évoquer les secteurs où, à défaut de progrès substantiels, il existe un frémissement...

Vous voulez parler, probablement, des médicaments et de l'agriculture ? Le marché du médicament en Algérie est dominé par les firmes françaises dont certaines, à l'image d'Aventis, sont devenues des multinationales. Il n'empêche, d'importantes firmes pharmaceutiques américaines — Baxter, Johnson & Johnson, Lilly, Merck, Pfizer — sont présentes en Algérie mais sans investissements réels dans le domaine de la production. Tout récemment, un accord algéro-américain a été signé pour l'implantation d'un ambitieux pôle de biotechnologies. Un domaine où la concurrence française sera moins rude. Mais, ceux qui connaissent les difficultés de la réalisation de vrais projets industriels dans l'industrie pharmaceutique en Algérie ne sont pas loin de considérer que l'accord a été signé juste pour l'effet d'annonce. Il est curieux que les Etats-Unis d'Amérique se soient engagés dans ce projet alors que le rapport préliminaire de faisabilité réalisé par le cabinet d'audit Deloitte avait très bien mis en valeur les handicaps de l'Algérie comparativement aux projets déjà réalisés de même nature à Boston, à Dublin et à Singapour. Il faut vraiment douter de ce projet. Peut-être les firmes pharmaceutiques américaines cherchent-elles, simplement, une porte d'entrée plus intéressante vers le marché des médicaments en Algérie ? Au plan de l'agriculture, domaine où, pourtant, les Etats-Unis d'Amérique disposent d'une expertise incontestable, aucune présence ni même aucun projet digne d'intérêt. C'est d'autant plus étonnant que la coopération dans ce domaine avait été, expressément, abordée lors de la visite du président Chadli à Washington en 1986. Il est étonnant que même dans le domaine de l'importation, il s'agit du blé dur, les Etats-Unis d'Amérique se soient laissés distancier par la France et le Canada. Pour mémoire, en 1998, une

filiale de l'OAIC (Office algérien interprofessionnel des céréales) avait été créée, selon le droit américain en territoire américain pour acheter, sur place, du blé en profitant des subventions à l'exportation que versait le gouvernement américain. Ces exportations devaient être cédées à l'OAIC, société mère en Algérie. Le projet, après maturation, n'a jamais vu le jour. L'actuel ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique en Algérie, lui-même fils d'agriculteur et originaire de Californie — Etat de prospérité agricole s'il en fut — ne m'a pas fourni de réponse convaincante. Sachant que le lobby des producteurs américains de blé est puissant, il y a lieu de s'interroger. S'agit-il d'un partage du marché à l'amiable entre producteurs de blé ou de l'impossibilité pour les producteurs de blé américain de recourir aux moyens utilisés par leurs concurrents français ?

Bref, à l'exclusion de la coopération énergétique qui s'accompagne, effectivement, de transfert de technologies, les autres domaines de coopération se réduisent à de pures transactions commerciales. Permettez-moi, néanmoins, de revenir sur une omission. Il ne faut pas oublier, en matière d'audit et d'expertise financières, les grands cabinets américains présents en Algérie, KPMG, Ernest and Young et Deloitte. Ces cabinets ont un plan de charges rempli avec les sociétés américaines exerçant en Algérie, mais aussi des clients algériens publics et privés. Les Etats-Unis sont présents, également, sur le marché des études. IMS, spécialisé dans les panels auprès des grossistes et pharmaciens, détient presque 80% du marché. ACNielsen, spécialisé dans le panel des distributeurs, détient près de 80% de ce marché spécifique. Intermedia, institution publique américaine, sous-traite à travers des tiers, études d'opinions et de médiamétrie. La Broasting Board of Governors, rattachée au Congrès américain, est en charge de la supervision de la politique audiovisuelle des Etats-Unis à l'étranger, pilote «Radio Sawa» qui diffuse notamment, en direction de l'Algérie. Cela, il est vrai, constitue moins une activité économique qu'une potentielle activité d'intelligence visant le recueil de renseignements ou l'influence sur l'opinion publique.

Le bilan économique n'est pas réjouissant. S'agit-il d'un désengagement américain délibéré par rapport au marché algérien ?

Il existe, incontestablement, des obstacles à l'investissement américain en Algérie. Le premier obstacle se rapporte au climat des affaires. La Banque mondiale publie, régulièrement, un document qui décrit ce climat pour l'ensemble des pays.

Entretien réalisé par Mokhtar Benzaki

Vous n'ignorez pas de quoi il en retourne pour l'Algérie. Pour les firmes américaines, cependant, c'est, probablement, l'instabilité juridique et fiscale qui les effraie le plus. Ces entreprises acceptent des règles contraignantes, préalablement fixées. Elles acceptent, même, le cas échéant, l'instabilité sécuritaire dont elles intègrent le coût dans leurs business plans. Elles fuient, sans hésiter, les pays où il n'existe aucune règle stable. Le deuxième obstacle se rapporte à la taille du marché. Les Etats-Unis d'Amérique ont toujours appelé à une intégration du marché maghrébin afin de donner la taille critique pertinente à un espace où les investisseurs américains pourraient trouver un nombre de consommateurs qui les incite à se placer et à investir. Actuellement, les difficultés qui bloquent la relance du processus d'unité maghrébine semblent ne pas devoir être surmontées à brève échéance. Le troisième obstacle se rapporte à la méconnaissance mutuelle des partenaires. Les pouvoirs publics en Algérie ne sont pas loin de considérer que les firmes américaines, comme dans une économie dirigée, obtempèrent, systématiquement, aux injonctions des autorités fédérales. Certes, pour certains aspects liés à la sécurité nationale, ces injonctions existent et sont respectées. Pour le reste, c'est la loi de la libre entreprise et les firmes américaines se décident à investir en fonction de leurs seuls intérêts. A l'inverse, faute de communication appropriée, les entreprises américaines, ignorant les potentialités de l'Algérie ; les possibilités de son marché et le contexte de l'investissement, ne se précipitent pas dans un pays considéré, longtemps, comme une chasse gardée de la France. Pour le moment, dans l'attente de voir l'Algérie opter, définitivement, pour un modèle de développement économique, les entreprises américaines cantonnent leur intérêt à des secteurs où ils ne peuvent être concurrencés. Il s'agit de secteurs d'activité à haute valeur ajoutée : biotechnologie, services immatériels, services financiers et énergie solaire.

Comment, finalement, se présente la démarche américaine dans le domaine de la coopération économique ?

Vous pourriez aussi bien élargir votre question à l'ensemble de la coopération bilatérale. Nul ne saurait mieux le faire qu'un Américain lui-même. Justement, un officiel américain que j'interrogeais sur la substance de cette démarche me fit une démonstration pratique très convaincante. Se saisissant d'une feuille de papier, il dessina trois cercles concentriques imbriqués l'un dans l'autre. Dans le cercle de droite, il écrivit de sa main «position gouvernementale algérienne», dans le cercle de gauche, «attentes de la société algérienne» et, dans le cercle du milieu «point d'équilibre, champ possible d'assistance américaine». Il voulait signifier que les Etats-Unis d'Amérique se déterminent pour apporter à l'Algérie leur assistance en tenant compte, concurremment, des attentes de la société algérienne et des possibilités ouvertes par les autorités gouvernementales du pays. Bref, une démarche qui s'exerce à concilier entre elles attentes de la société et injonctions gouvernementales. Le forcing, les Etats-Unis d'Amérique le mettent sur la dimension sécuritaire des relations bilatérales. Pour la coopération économique, comme pour ne pas livrer un combat inutile, ils se contentent presque, sur ce registre, d'accompagner la progression de l'Algérie au rythme qu'elle veut.

M. B.

A suivre